

CAPITALISME ET PROGRES

Nous commencerons par préciser ces deux termes. Nous considérons que le système capitaliste est caractérisé essentiellement par l'accumulation du capital financier, qui permet de favoriser les économies d'échelle liées à l'augmentation de la taille des usines, lors de la phase d'industrialisation au cours du XIX^{ème} siècle. Grâce à cet effet d'échelle, les coûts de fabrication diminuent et les prix des produits baissent, accroissant ainsi le marché potentiel à travers la hausse du pouvoir d'achat des clients. En outre, ces plus-values financières permettent d'accélérer l'innovation scientifique et technique, elle-même source d'économies dans les procédés de fabrication. Ce processus « vertueux » explique que la croissance soit passée de 0,5 % du PIB en moyenne en 1800 à 1 % en 1900 et 3 % aujourd'hui, au niveau mondial. Contrairement à la prédiction de Marx, le capitalisme n'a pas provoqué la « paupérisation » de la classe ouvrière, mais son enrichissement. D'ailleurs, les autres systèmes économiques « concurrents » ont disparu, ayant prouvé nettement leur manque d'efficacité : le « féodalisme » a échoué, car il était synonyme d'inégalités croissantes et de « démotivation » des « travailleurs » (serfs, puis laboureurs accablés d'impôts et d'astreintes diverses) ; le communisme en prônant une « égalité » factice et donc une autre forme de démotivation a fait la preuve de son échec, que ce soit dans l'URSS stalinienne ou la Chine de Mao.

En ce qui concerne le terme de « progrès », nous entendons par là, à la fois la progression du niveau de vie et de sa qualité (par exemple, la longévité) et, d'autre part, la réduction des inégalités sociales, à l'intérieur des pays et à l'échelon mondial. Examinons tout d'abord notre premier point.

Le niveau de vie peut être déterminé par un chiffre : la proportion d'habitants disposant d'un minimum suffisant pour ne pas mourir de faim. Aujourd'hui, le critère retenu est : 1,9 dollar par jour. Selon ce chiffre, environ 10 % de la population mondiale souffrirait d'une extrême pauvreté, contre 75 % en 1950 et 45 % en 1980. Converti en monnaie courante de 1820, ce montant indiquait qu'à cette époque, 95 % de la population mondiale se situait en-dessous de ce niveau. Notons que par ailleurs, la population mondiale a été multipliée par 7 entre 1800 et 2000. Lors des siècles passés, le monde a connu de nombreuses famines. Rien qu'en France, les disettes étaient fréquentes sous l'Ancien Régime, pouvant dans certains cas faire des millions de victimes (cf. le règne de Louis XIV). Même la Chine ou l'Inde ont recensé des famines catastrophiques jusque dans les années 80. Aujourd'hui, elles ont presque disparu, à part à l'occasion de guerres civiles. En outre, beaucoup de pays en voie de développement ont désormais atteint « l'autosuffisante alimentaire » ; ainsi, le Mexique est devenu exportateur de céréales.

Un autre domaine dans lequel le progrès est avéré, c'est le combat contre les maladies et la mortalité infantine. En 1900, l'espérance de vie, au niveau mondial, atteignait difficilement 30 ans ; aujourd'hui, elle dépasse 70 ans. De nombreuses maladies ont été totalement éradiquées (peste, choléra, poliomyélite) ou ont presque disparu (tuberculose, variole), bien que ces résultats soient fragiles.

On pourrait arguer que ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de ces améliorations, mais la voie naturelle de l'évolution humaine. On peut cependant faire remarquer que le capitalisme a coïncidé largement avec ce progrès économique et social. Au temps du « féodalisme », la croissance économique était nulle, les famines fréquentes et les épidémies très répandues, même en période de paix. L'espérance de vie ne s'est pas accrue entre la période de l'empire romain et le début de l'industrialisation ! Quant au communisme, son échec économique a été patent et a entraîné sa chute en URSS et son remplacement par le Capitalisme d'Etat en Chine, sous Deng-Tsiao Ping. Rappelons-nous les 20 millions de morts cumulés sous Mao (en grande partie, à cause de famines répétées). Souvenons-nous des magasins vides de l'Union Soviétique et de la chute de l'espérance de vie, sous Brejnev et consorts. A l'opposé, nous pouvons constater la réussite du Japon ou de la Corée du Sud, depuis 1945, ou l'émergence du Continent africain depuis son ouverture au capitalisme, à la fin du XX^{ème} siècle.

Cependant, un reproche fait régulièrement au système capitaliste réside dans la montée supposée des inégalités. Qu'en est-il exactement ? Certes, la mondialisation, fille du capitalisme, a entraîné le transfert de nombreux emplois vers d'autres pays, à coût de main-d'œuvre inférieur, provoquant une hausse du chômage dans les pays dits industrialisés. Selon les statistiques officielles, les inégalités augmenteraient dans ces pays. Cela est vrai, si on prend 1945 comme année de référence ; mais faux, si on effectue la comparaison avec l'année 1900 ou a fortiori l'année 1800. En outre, les évolutions sont variables selon les pays : si les inégalités ont fortement progressé aux Etats-Unis, cela est beaucoup moins sensible en France, surtout après prise en compte de la fiscalité. Il existe en effet un critère

de mesure approprié, c'est « l'indice GINI », qui identifie les variations de patrimoine par classes (déciles). Les pays qui ont vu leur indice GINI augmenter le plus (signe de croissance des inégalités), c'est la Chine et les Etats-Unis. La France ou l'Allemagne ont connu une croissance plus faible.

Enfin, les inégalités ont fortement diminué au niveau mondial, à la suite de la conversion de l'Asie au capitalisme. Dans cette optique, la mondialisation a été très bénéfique : de nombreux pays se sont intégrés dans les chaînes de production industrielles, en assurant tout ou partie des biens manufacturés dont le monde a besoin : le Vietnam, l'Indonésie ou le Mexique sont devenus des sous-traitants pour les grandes entreprises multinationales. Les classes moyennes chinoises ou indiennes disposent désormais d'un pouvoir d'achat non négligeable. D'ailleurs, le magazine Forbes qui classe les grandes fortunes mondiales, enregistre une internationalisation de plus en plus marquée des lauréats ; c'est la même chose, si on liste les grandes entreprises au niveau mondial : de nombreuses sociétés chinoises apparaissent dans ces classements.

Grâce à sa capacité d'adaptation, le capitalisme permet indirectement de faire progresser la société dans son ensemble : recul de l'illettrisme, amélioration de la situation des femmes, protection des libertés fondamentales (en particulier, droit de la propriété). Cependant, il reste nécessaire de garder des contre-pouvoirs efficaces, tels que les syndicats, l'Etat de droit, la société civile, pour éviter que le capitalisme cède à d'éventuelles dérives (situations de monopole, non-respect de l'environnement, évasion fiscale, etc.) et demeure au contraire un vecteur incontournable du progrès, dans toutes ses formes.

Bernard Marois